

Juillet 1940

No 318

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE
PUBLICATION MENSUELLE

Radicalisme moderne

PAR

le R. P. Joseph LEDIT, S. J.

Ancien directeur
des « Lettres de Rome »



Prix: 15 sous

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE
MONTRÉAL

Direction:
SÉCRÉTARIAT DE L'E. S. P.
1961, RUE RACHEL EST

Administration:
L'ACTION PAROISSIALE
4260, RUE DE BORDEAUX

1940

TOUS DROITS RESERVÉS



PUBLICATIONS DE L'E. S. P.

(Directeur: R. P. ARCHAMBAULT, S. J.)

(Abonnement: \$1.50 par an)

1A. <i>L'Ecole Sociale Populaire</i>	Arthur SAINT-PIERRE
2. <i>L'Organisation ouvrière dans la province de Québec</i> (2 ^e édition, 1913)	S. S. LÉON XIII
15. <i>L'Encyclique « Rerum novarum »</i>	Dr Joseph GAUVREAU
18-19. <i>Contre l'alcool</i>	Abbé GOUIN, P. S. S.
20-21. <i>Un catholique social: Frédéric Ozanam</i>	XXX
30. <i>L'Utopie socialiste — 1.</i>	R. P. DALY, C. SS. R.
33. <i>Les Ecoles maternelles</i>	R. P. TRUDEAU, O. P.
40. <i>Les Syndicats socialistes et neutres</i>	R. P. GONTHIER, O. P.
46. <i>A propos d'immunités</i>	R. P. Alexandre DUGRÉ, S. J.
51. <i>Les Avantages de l'agriculture</i>	Abbé GOUIN, P. S. S.
53-54. <i>Le Règne social du Sacré Cœur</i>	Anatole VANIER
55. <i>Le Comptoir coopératif</i>	R. P. ARCHAMBAULT, S. J.
59. <i>Le Clergé et les œuvres sociales</i>	R. P. Alexandre DUGRÉ, S. J.
62-63-64. <i>Vers les terres neuves</i>	R. P. Edgar COLCLOUGH, S. J.
76. <i>Nos errements agricoles</i>	Abbé Edmour HÉBERT
86. <i>Le Problème social et sa solution</i>	E. S. P.
87. <i>Les Semaines sociales</i>	Alfred CHARPENTIER
88-89. <i>De l'Internationalisme au Nationalisme</i>	Antonio PERRAULT
91. <i>L'Action sociale</i>	R. P. VILLENEUVE, O. M. I.
92-93. <i>La Grèce et l'enseignement catholique</i>	Edouard MONTPETIT
94. <i>Programme d'action sociale</i>	Mgr L.-A. PÂQUET
96. <i>L'Organisation professionnelle</i>	Abbé Emile CLOUTIER
97. <i>Syndicats patronaux</i>	Abbé Edmour HÉBERT
100. <i>Le Salaire</i>	XXX
102. <i>La Question des chemins de fer</i>	Wilfrid GUÉRIN
103. <i>Les Caisses Desjardins: œuvres sociales</i>	E. S. P.
105. <i>L'Organisation ouvrière catholique au Canada</i>	E. S. P.
106. <i>Réformes scolaires</i>	Mgr Eugène LAPOINTE
107. <i>Le Travail du dimanche dans notre industrie</i>	J. W.
108. <i>La Gaspésie</i>	E. S. P.
110. <i>La Société catholique de Protection</i>	Olivier CARIGNAN
111. <i>Le Problème des narcotiques au Canada</i>	Paul CHARTIER, S. J.
112. <i>Le Charbon au Canada</i>	R. P. Alexandre DUGRÉ, S. J.
113-114. <i>Le Nord qui s'ouvre</i>	Abbé Edmour HÉBERT
115. <i>Les Trois Etapes de la question ouvrière</i>	R. P. J.-A. DESJARDINS, S. J.
116-117. <i>Dans les chantiers</i>	Dr Joseph GAUVREAU
118. <i>La Mortalité infantile</i>	Gérard TREMBLAY
120-121. <i>Le Chômage</i>	R. P. Léo BOISMENU, S. S. S.
122. <i>L'Eucharistie et la question sociale</i>	S. G. Mgr LAFLECHE
124. <i>Le Patriotisme</i>	E. S. P.
125. <i>L'Apprentissage</i>	Charles GAGNÉ
126-127. <i>Notre problème agricole</i>	R. P. Pierre FONTANEL, S. J.
128. <i>Les Forces hydrauliques</i>	Abbé Arm. BEAUREGARD
129. <i>L'Art ménager</i>	Georges BOUCHARD
130. <i>Le Domaine rural canadien</i>	Georges BOUCHARD
131. <i>Les Paysans de France</i>	R. P. Adéard DUGRÉ, S. J.
132. <i>La Jeune Fille et les œuvres de charité</i>	R. P. Pierre FONTANEL, S. J.
133-134. <i>Pour et contre le tabac</i>	G.-E. MARQUIS
135. <i>Vers l'émancipation économique</i>	XXX
136-137. <i>Le Travail de nuit dans les boulangeries</i>	G.-E. MARQUIS
138. <i>Expansion industrielle dans le Québec</i>	R. P. Pierre FONTANEL, S. J.
139. <i>Le Logement et la santé</i>	R. P. Louis LALANDE, S. J.
142. <i>L'Education de la Justice</i>	R. P. J. SALSMANS, S. J.
143. <i>Abolitionnisme ou Réglementation</i>	Max. TURMANN
144. <i>L'Actionnaire syndical</i>	C.-J. MAGNAN
145-146. <i>Le Conseil national d'Education</i>	R. P. Maurice H.-BEAULIEU, S. J.
<i>Jeunes d'autrefois. Jeunes d'aujourd'hui.</i>	R. P. Adéard DUGRÉ, S. J.
<i>lecteurs canadiens-français.</i>	R. P. Pierre FONTANEL, S. J.
6. <i>La Pulpes et le Papier</i>	Alfred CHARPENTIER
7. <i>L'Atelier syndical fermé</i>	Rodolphe LAPLANTE
8. <i>Effort économique de notre race</i>	R. P. Pierre FONTANEL, S. J.
9. <i>La Fertilité canadienne</i>	R. P. Paul-Emile FARLEY, C. S. V.
10. <i>Caractères de l'adolescent</i>	R. P. Léon LEBEL, S. J.
11. <i>Les Allocations familiales</i>	

Radicalisme moderne

par le R. P. Joseph LEDIT, S. J.

I. — Totalitarisme et religion¹

On raconte que lorsque M. Pierre Laval se trouvait à Moscou, le 14 mai 1935, pour y discuter avec M. Staline des conditions d'un accord entre l'U. R. S. S. et la France, il chercha à amener son interlocuteur soviétique à une attitude plus conciliante vis-à-vis de l'Église catholique. Les rapports entre les deux pays n'en eussent été qu'améliorés. Staline, alors, dit-on, aurait demandé à M. Laval quelle était la force militaire du Saint-Siège. Le leader bolchevique ne s'intéressait guère qu'aux soldats et aux canons. Cette anecdote, et elle semble confirmée par de bonnes autorités, est typique d'une mentalité répandue dans beaucoup de milieux, non seulement bolcheviques. Ce n'est pas la peine de trop se soucier de la religion, car elle n'est pas une force matérielle. D'autre part, il faut lutter jusqu'au bout contre la religion, car elle n'est pas une force matérielle. Toutes les forces matérielles doivent s'allier dans un grand front antireligieux, car la religion est une force spirituelle.

En d'autres termes, les forces matérielles, matérialistes, même quand elles sont opposées les unes aux autres pour des motifs d'intérêt divergent, finissent toujours par s'unir. Communistes et francs-maçons se sont donné la main contre l'Espagne chrétienne. La Russie athée, et l'Allemagne néo-païenne tombèrent d'accord, en août 1939, pour se partager l'Europe, à la grande surprise des hommes d'État qui n'avaient pas prêté attention à la haine que l'un et l'autre système professait contre la religion. Et beaucoup de personnes, même aujourd'hui, sont loin d'estimer la formidable catastrophe qui afflige aujourd'hui l'Europe à sa juste valeur; ils n'y veulent voir qu'un événement politique et militaire, et non la ruine de vingt siècles de civilisation.

1. Ces deux articles font partie d'un cycle de conférences qui ont été données à l'école Xavier Labor School, de New-York, en mai 1940; elles ont été légèrement retouchées depuis lors.

L'attaque mondiale contre la religion, qui est un des phénomènes les plus extraordinaires du xx^e siècle, semble être due surtout à trois grands facteurs: 1^o Les ennemis de la religion sont nombreux et très bien organisés. Ils ont à leur disposition des ressources énormes, et ont un grand dynamisme. 2^o Ils peuvent compter sur l'indifférence, sinon la sympathie, de beaucoup de personnes pour qui la religion n'est guère qu'un encombrement, ou, tout au plus, un facteur politique qu'ils favorisent ou dénigrent suivant ce qu'ils espèrent en tirer. 3^o Même parmi ceux qui croient en Dieu, il en est beaucoup qui, tout en pratiquant leur religion, ferment systématiquement leurs yeux à ce qui se passe ailleurs et, au lieu de veiller et de prendre en temps opportun des mesures de défense, se limitent à montrer du courage quand la persécution s'abat sur eux.

On peut ranger dans l'ordre chronologique suivant les persécutions majeures du xx^e siècle: Chine (persécution des Boxeurs), France, Portugal, Mexique, Turquie (massacres des chrétiens, surtout des Arméniens), Russie, Chine, Espagne, Allemagne (Autriche, Tchécoslovaquie, Pologne). Il faudrait un volume pour décrire les ravages multipliés par ces persécutions. On pourrait dresser un sombre tableau d'églises fermées, incendiées ou profanées, d'écoles et d'hôpitaux anéantis, ou transformés en institutions athées, de prêtres assassinés ou torturés, de chrétiens massacrés... Mais ces résultats, pour terribles qu'ils soient (surtout si on ajoute les dégâts causés par les persécutions mineures qui ont suivi quelque insurrection ou révolution temporaire) ne sont rien à côté du développement dynamique de l'athéisme qui est une des caractéristiques de notre siècle.

Ces persécutions ont eu des causes multiples. Les unes sont l'effet d'un furieux nationalisme, — tel fut le cas pour la première persécution xénophobe de Chine, pour le massacre des Arméniens en 1909 et durant la grande guerre, pour la lutte contre l'Église en Allemagne et dans les pays que l'Allemagne a conquis. La persécution qui eut lieu en France, au début de ce siècle, en Portugal, en 1909, a été causée par la franc-maçonnerie qui a joué un rôle peu reluisant dans presque tous les pays latins. Enfin, les persécutions de Russie, du Mexique, de Pologne Orientale et d'Espagne, comme les persécutions qui eurent lieu à l'occasion d'autres mouvements révolutionnaires

de durée plus ou moins longue (Hongrie, Bavière, Chine, Brésil), proviennent du communisme.

Ce serait utile d'examiner les motifs allégués par les divers persécuteurs pour justifier à leurs yeux l'attaque contre la religion. Comme nous devons limiter notre étude, nous n'examinerons que les raisons communistes, — encore que la possibilité d'un gigantesque front antireligieux, dans lequel entreraient communistes, franc-maçons et nazistes, semble beaucoup plus proche aujourd'hui que par le passé. Mais avant de discuter l'attitude communiste vis-à-vis de la persécution, deux remarques s'imposent :

1° Pourquoi s'intéresse-t-on si peu aux persécutions qui éclatent dans un pays après l'autre ? Si l'on compare cette indifférence générale avec l'intérêt passionné avec lequel on suit la marche politique des événements — la guerre, par exemple, — le contraste est frappant. Chaque fois qu'un nouveau pays est envahi, les événements politiques et militaires sont commentés avec une grande passion. Quand une nation succombe, il est bien rare de voir nos revues, *même catholiques*, se demander *quel sera l'effet du désastre sur la chrétienté*. J'attends encore de lire au moins l'expression d'un regret passager et platonique, dans les journaux catholiques du Nouveau Monde, à propos de l'écrasement de la magnifique presse catholique hollandaise, des innombrables revues de la *JOC* en Belgique, de la belle presse d'Action catholique française. On préfère discuter, et combien futilement, les circonstances qui précéderent ou accompagnèrent la catastrophe, et surtout on aime distribuer le blâme à ceux qu'on estime, à tort ou à raison, avoir été responsables. En même temps, on ne se demande jamais si la ruine qui s'est accablée sur tant de pays ne pourrait pas nous visiter un jour. Cependant, quand on songe aux nombreux pays où depuis quarante ans seulement la persécution a éclaté, une conséquence devient évidente, — c'est qu'il n'y a pas de pays au monde, aujourd'hui, qui ne soit en danger d'une façon ou d'une autre.

2° Il est difficile de discuter de la franc-maçonnerie, du communisme et de presque n'importe quelle autre espèce de radicalisme sans qu'immédiatement quelqu'un jette tout le blâme sur les Juifs. Quelle que soit notre opinion sur les Juifs en général, et le radicalisme juif en particulier, il est manifeste que

nous ne devons pas mêler les facteurs de race et de religion. Personne ne doit être condamné à cause de sa race ou à cause de sa nationalité. Ce serait introduire dans le christianisme une distinction qui a été éliminée par Jésus-Christ et les apôtres. Il est lamentable que beaucoup de personnes ne soient pas capables d'aimer leur pays sans dénigrer en même temps les citoyens d'autres nations. C'est un fait que ceux qui s'opposent aux Juifs en tant que tels ont du mépris pour les autres nationalités que la leur. Citons, rien qu'en passant, les expressions cinglantes du naziste Alfred Rosenberg contre les Italiens. Beaucoup de nos antisémites américains — même catholiques — ont un mépris identique pour les Noirs. Tout ceci peut être un paganisme fort intéressant, mais ce n'est pas le christianisme que nous avons appris. Si nous devons nous opposer à des Juifs communistes ou radicaux, que ce soit parce qu'ils sont communistes ou radicaux, et non parce qu'ils sont Juifs; si nous devons lutter contre les Juifs pour des motifs de politique ou d'économie, n'y introduisons pas le facteur religieux.

Ceci posé, examinons les arguments proposés par les communistes contre la religion.

1° La religion est l'opium du peuple, ou, suivant Lénine, une eau-de-vie à bon marché qui engourdit les prolétaires et les écarte de la lutte des classes.

A vrai dire, cette objection ne m'a jamais beaucoup ému. Si la religion n'était qu'une eau-de-vie à bon marché, une mauvaise vodka, pour ainsi dire, je suis sûr que les camarades s'en accommoderaient parfaitement. S'il est au monde quelqu'un qui n'a pas le droit de prêcher une croisade pour la tempérance, c'est assurément notre communiste. La vodka soviétique est sans doute mauvaise (tout comme les cigarettes, les souliers, les vêtements, et les canons soviétiques sont de qualité très discutable), mais, pour mauvaise qu'elle soit, elle coule abondamment. On la versait en abondance dans les réceptions splendides que les camarades organisaient dans leurs ambassades. Et les camarades du Nouveau Monde, étaient-ils *dry*? On peut lire, dans l'intéressant ouvrage de Ben Gitlow, avec quel abandon ils festoyaient avec la boisson. Si Pouchkine, jadis, a célébré la « soif orthodoxe » dans ses poèmes lyriques, que ne pourrait-on dire de la « soif communiste »? Non, si la religion

n'était que la mauvaise vodka dont parle Lénine, elle ne serait que taxée, elle ne serait pas persécutée.

2° La religion, en enseignant aux hommes qu'il y a un paradis après cette vie, les empêche de lutter pour créer leur paradis ici-bas. Et ces descriptions communistes de paradis terrestre sont merveilleuses. Laissez-moi citer Labriola, un des socialistes primitifs: « Dans la société de l'avenir, il y aura une multitude infinie d'hommes qui pourront raisonner avec la joie divine de la recherche scientifique, et le courage héroïque de la vérité que nous admirons aujourd'hui dans Platon, Giordano Bruno, Galilée. » (*Discorrendo di Fil. e di Soc.*, p. 3.) La Terre Promise, où coule le lait et le miel s'évanouira dans la brume devant l'aurore de cette « Terre Nouvelle » peuplée de génies bien nourris. Or, disent les camarades, si les chrétiens étaient un peu moins patients pour attendre leur paradis, ou comme on dit aujourd'hui, la tarte céleste (*pie in the sky*), ils seraient plus hardis pour conquérir la tarte ici-bas (*pie on earth*.)

Et en même temps, ils nous affirment que les prêtres, gens instruits, savent fort bien qu'il n'y a pas de vie future, et que, dans l'intervalle, ils n'hésitent pas à organiser leur petit paradis ici-bas; ils multiplient les contes d'immoralité et d'ivrognerie parmi le clergé, — cette littérature connut une vogue immense en Espagne durant la période qui précéda la guerre de 1936-1939.

Cet argument, populaire chez les communistes, a été ultérieurement développé par les nazistes allemands au cours de leurs grandes campagnes contre le clergé catholique de 1936 à 1939; la littérature anticléricale allemande d'alors présente les mêmes caractéristiques que celle qui a été fournie par les camarades russes ou espagnols.

Néanmoins, si les radicaux y réfléchissaient, ils verraient aussitôt que cette objection se retourne contre eux avec une implacable logique. Car, quel est notre enseignement sur le paradis ou sur l'enfer? Le paradis est la récompense, l'enfer est le châtement pour notre conduite. Notre vie doit se baser sur les dix commandements: Tu ne tueras pas; tu respecteras ton père et ta mère; tu resteras pur; tu ne prendras pas le bien d'autrui, etc. Tous les vices opposés aux commandements de Dieu ont leur sanction dans l'autre monde. D'autre part, tous ces bons conseils que les communistes nous donnent: Tu aime-

ras les pauvres, tu nourriras les affamés, tu vêtiras ceux qui sont sans vêtement, etc., sont les conditions nécessaires pour gagner le paradis. Je comprends parfaitement qu'on nous reproche, à l'occasion, de ne pas mener une vie suffisamment conforme à notre religion, — et Dieu sait qu'il y en a, de ces catholiques dont la conduite est une pierre de scandale pour les faibles intelligences — mais je ne puis pas m'imaginer qu'on puisse nous reprocher de proclamer la sanction divine qui suivra l'observation ou la négligence des dix commandements. Est-ce que, en ôtant le fondement chrétien de la morale, les communistes désirent vraiment mettre au rancart la loi chrétienne, qu'on se mette à tuer, à mépriser ses parents, à mentir, à être infidèle à son mariage, à voler son voisin ?

Dans l'objection maladroite sur le « paradis ici-bas » et le « paradis dans l'au-delà » que nous font les communistes, il y a cependant une pensée profonde, encore que je n'aie jamais rencontré un communiste qui l'exprimât justement, et ici, nous atteignons la racine de l'antagonisme qui sépare la religion du communisme.

La plupart des révolutionnaires, vous l'aurez remarqué, simplifient la vie en la réduisant à des formules. La formule naziste est simple: La race meilleure, celle à laquelle j'appartiens, a le droit inné de régner sur les autres, et de confisquer tout ce qu'elle trouve. Quiconque s'oppose à ce droit est un criminel. La loi morale, la distinction entre le bien et le mal, tout cela est sans valeur, en dehors du principe de la race. Tout ce qui aide la race meilleure, même la rapine, même la cruauté, l'assassinat, le mensonge, le viol, tout cela est bien et saint; le reste est abominable. Et il n'y aura de paradis sur terre que lorsque la « bonne race » aura pris possession de tout l'univers.

Les communistes sont tout aussi simplets. Il y a deux systèmes, disent-ils, le système capitaliste, qui a duré jusqu'à notre époque, et le système communiste, enfin établi en U. R. S. S. et qui s'étendra désormais sur le reste du monde. Votre camarade ne se rendra jamais compte qu'en U. R. S. S. il n'y a pas de communisme, mais qu'il y a depuis vingt-trois ans une lutte acharnée entre les « principes communistes » et la pauvre vieille nature humaine. A cause de cette lutte, le marxisme primitif a été délayé dans presque tous les domaines, — la propriété privée a été restaurée en partie, on a développé un véri-

table chauvinisme en opposition au vieil internationalisme léniniste, le pacifisme primitif a disparu en faveur du recours aux armes, etc., — à l'exception de la lutte contre la religion, aussi violente, aussi implacable aujourd'hui qu'aux débuts du bolchevisme. De même, il ne s'aperçoit pas qu'en dehors de l'U. R. S. S. il y a bien des choses qu'on ne peut guère qualifier de capitalistes: il y a déjà beaucoup de collectivisme en Italie; un véritable socialisme d'État (ou capitalisme d'État, cela revient au même) a été établi en Allemagne. Dans bien des Républiques, ces dernières années, le pouvoir national et fédéral s'occupe de choses innombrables, si bien qu'il lui reste très peu de temps pour faire sa besogne, qui est de gouverner. Les choses sont même arrivées à tel point qu'une partie considérable de l'opinion publique des États-Unis estime que beaucoup de désordres tirent leur origine du fait que le gouvernement s'occupe de trop de choses.

Quand votre camarade dit qu'il y aura paradis sur terre, cela veut dire simplement qu'il y aura paradis pour lui, que c'est lui qui sera *on top*. J'écoutais une fois un marxiste exposer son programme d'avenir à un groupe de badauds: « Nous donnerons du travail à tout le monde. Il n'y aura ni parasites, ni chômeurs; nous prendrons les produits agricoles et les distribuerons également à tous ceux qui seront dans le besoin; nous ferons de même avec les produits industriels. » J'admiraï la candeur ineffable avec laquelle le bon vieux petit bonhomme criait: « Nous prendrons, nous donnerons, nous ferons, nous commanderons. » Il concevait visiblement le paradis terrestre sous la forme d'un État nouveau, où il serait le patron suprême, dirigeant toutes choses, et s'entourant, pour former son *brain trust*, des autres camarades qui prêchent le marxisme sur les caisses à savon des parcs de New-York.

Pour arriver à ce but, il n'y a qu'un moyen: la violence, car personne au monde ne s'imaginera que ces doctrinaires sont capables de gagner la confiance des électeurs, — à moins de circonstances exceptionnelles comme ce fut le cas en Allemagne, où un déclassé typique, Hitler, fut porté au pouvoir légalement. Mais, pour cette guerre civile, il faut des troupes, non seulement parmi le prolétariat (encore que les communistes ne parlent guère que de prolétariat), mais parmi tous ceux qui, pour des raisons multiples, voudront collaborer. D'où la nécessité de la

propagande, et de là viennent ces vagues de revues et journaux communistes. Les camarades ne dépensent pas leur argent à fonder des hôpitaux ou des orphelinats ou même des écoles, — avez-vous jamais entendu parler d'un institut de bienfaisance fondé par l'argent communiste ? — encore qu'ils s'entendent admirablement à obtenir de l'argent pour leurs amis des fonds d'État, des caisses municipales, et même des curés ! Ils ont, ainsi, le double avantage d'avoir obtenu l'argent sans bourse délier, et de le distribuer avec le même effet que si c'était le leur.

L'argent, qu'ils obtiennent de l'Internationale, ou de leurs amis plus fortunés, ou de collectes parmi les partisans ou sympathisants, est destiné à la propagande. Celle-ci prépare la guerre civile et fait appel à tous les mécontents. Il est manifeste que l'Église s'y opposera. L'Église, en effet, ne cherche pas à enflammer les passions, mais à les calmer ; elle ne propose pas des solutions violentes et révolutionnaires, elle appuie les réformes nécessaires. De plus, elle se recrute dans tous les milieux de la société. Riches et pauvres, humbles et puissants doivent apprendre le même catéchisme ; ils fréquentent le même sanctuaire, écoutent les mêmes sermons, doivent s'entr'aider et s'entr'aimer ; ils sont astreints à la même loi morale, aussi exigeante pour le riche que pour le pauvre. S'il y a désaccord, ils doivent chercher des solutions pacifiques, même s'il faut avoir recours aux plus hautes autorités hiérarchiques afin d'obtenir un arbitrage ; ils ne peuvent pas se haïr comme le désirent ceux qui veulent promouvoir la lutte des classes, car, s'ils se livrent à la haine, ils perdront, par là, leur espoir de paradis.

C'est ainsi que l'Église est opposée au « paradis sur terre » des communistes ; elle entrave la guerre civile, la lutte des classes. Or, pour le communiste celle-ci est le moyen unique d'arriver au paradis sur terre. Donc, l'Église, en s'opposant à elle, s'oppose au paradis. Ce qui arrive après la mort intéresse peu le communiste ; ce qu'il désire, c'est la guerre civile, et c'est là que l'Église lui barre la route.

Ce que nous venons de dire a été clairement illustré par la politique communiste de la « main tendue » dont il a été tant question depuis 1936. Cette tactique est déjà bien vieille. Voici un texte de Lénine qui remonte à 1909 :

« Le prolétariat d'une région ou d'une branche d'industrie est formé, disons, d'une couche de social-démocrates assez éclair-

rés qui sont, bien entendu, athées, et d'ouvriers encore arriérés ayant encore des attaches à la campagne et au sein de la paysannerie, croyant en Dieu, fréquentant l'Église ou même soumis à l'influence du prêtre de l'endroit, qui, admettons, est en passe de fonder un syndicat ouvrier chrétien. Supposons encore que la lutte économique dans cette localité ait abouti à une grève. Un marxiste est forcément tenu de placer le succès du mouvement gréviste au premier plan, de réagir de toutes ses forces contre la division des ouvriers en cette lutte en athées et chrétiens, de combattre énergiquement cette division. Dans ces circonstances, la propagande athée peut s'avérer superflue et nuisible, non pas du point de vue sentimental, par crainte d'effaroucher les couches retardataires, de perdre un mandat aux élections, etc., mais du point de vue du progrès réel de la lutte de classe qui, dans les conditions de la société capitaliste moderne, amènera les ouvriers chrétiens à la social-démocratie et à l'athéisme cent fois mieux qu'un sermon athée tout court. Dans un tel moment et dans ces conditions, le propagateur de l'athéisme ferait le jeu du pape, de tous les papes, qui ne désirent rien tant que de remplacer la division des ouvriers d'après leur participation à la grève par une autre division, celle d'après leur foi en Dieu. »

On ne reproche pas, en ces moments, aux catholiques de croire au paradis futur, mais on les pousse directement à la lutte des classes. Cette propagande fut surtout poussée durant la période de la *main tendue*, aussi bien par la propagande orale que par la propagande écrite; on disait aux catholiques: « Nous avons le même idéal. La religion, c'est d'être humain. Le Christ était un communiste; il aimait les pauvres, comme nous. Laissons donc ces discussions métaphysiques de théologie, et descendons aux choses pratiques: comment lutter contre la misère, le chômage. Bien sûr, votre haut clergé ne vous aidera pas. Les évêques sont les instruments du capitalisme et du fascisme. Tenez, regardez ces évêques espagnols qui ont compromis l'Église en se mettant avec Franco. Ne parlons pas du Pape; il serait acceptable, s'il pouvait se délivrer de Mussolini! Mais cela, ce n'est pas de la religion, c'est du fascisme. » Ces phrases se retrouvèrent fréquemment sur la bouche des communistes et nous verrons plus loin comme elles ont tourné la tête à plus d'un chrétien.

Nous disions au début que les persécuteurs comptent sur l'indifférence, sinon la sympathie, de beaucoup de personnes pour qui la religion n'est qu'un encombrement, ou, tout au plus, un facteur politique qu'ils favorisent ou dénigrent suivant les circonstances. Les grands organes de l'opinion publique ont fait la conspiration du silence au sujet des persécutions dont les catholiques ont été les victimes au Mexique et en Espagne rouge. En fait, pour la plupart de nos contemporains la persécution religieuse n'est pas digne d'être décrite dans la presse, à moins qu'elle n'ait un aspect politique déterminé. Le massacre du clergé catholique, en Espagne rouge, n'intéressait pas les journaux; la persécution qui a éclaté en Pologne depuis l'occupation nazie reçut une large publicité. Pour nous, nous reconnaissons avec gratitude la sympathie qu'on accorde à ceux de nos frères qui ont été frappés par la haine antireligieuse, mais nous regrettons que cela n'arrive pas chaque fois qu'il y a persécution. Et l'on nous excusera, si nous restons sceptiques, quand des camarades nous « tendent la main », ou quand des personnes qui, jusqu'ici nous témoignaient de l'indifférence ou de l'hostilité, s'émeuvent tout à coup devant la persécution d'un groupe déterminé de nos coreligionnaires. Nous les remercions tous, mais nous ne nous laissons pas détourner de notre propre chemin.

Nous disions enfin que beaucoup de catholiques ferment les yeux sur les persécutions qui éclatent ailleurs. Ceci nous mène à examiner certains groupes, appelés « chrétiens de gauche » ou « chrétiens radicaux » qui apparurent récemment dans certains pays. Incidemment, en nuancant notre appréciation très légèrement, nous appliquerons les mêmes remarques à ces catholiques qui sympathisent avec d'autres mouvements persécuteurs, le nazisme, par exemple.

D'aucuns disent qu'il y a toujours eu des chrétiens radicaux, c'est-à-dire les Saints, qui vécurent leur christianisme jusqu'à ses dernières conséquences. Il peut être intéressant d'observer que ces saints furent souvent des fidèles obscurs. L'Esprit-Saint agit sur son Église non seulement *par le haut*, en éclairant l'Église enseignante, c'est-à-dire le Souverain Pontife et les évêques, mais aussi *par le bas*, en répandant directement ses dons dans les âmes des fidèles. *Revelasti ea parvulis*. Les grands mouvements de réforme qui ont donné à l'Église une nouvelle vie,

aux heures difficiles, sont souvent venus, si j'ose m'exprimer en jargon contemporain, de la masse! L'Église, attentive à discerner parmi ses enfants ce qui vient de Dieu, capte ces courants mystérieux, les dirige, les étend à l'Église universelle qui en est comme transfigurée. Le mouvement franciscain, qui fut la splendeur de l'Église au moyen âge, tira son origine d'un humble mendiant volontaire d'Assise. Le jour où le Pape et le mendiant se rencontrèrent, l'Église se trouva soudainement lancée à nouveau sur la voie de la pauvreté. Le grand mouvement de réforme et d'intense apostolat, qui fut la gloire de l'Église au XVI^e siècle, doit beaucoup à un autre pauvre volontaire, Ignace de Loyola, dont les initiatives furent consacrées par le Saint-Siège et le concile de Trente. Aujourd'hui, la petite voie de l'enfance spirituelle vint également d'une personne insignifiante aux yeux des hommes, mais dont l'œuvre fut canonisée par l'Église. Cette alliance de la hiérarchie et des fidèles pour la sanctification des âmes et l'extension du règne du Christ semble être un exemple remarquable de la coordination de l'esprit d'initiative avec celui d'obéissance, — c'est une caractéristique des plus émouvantes de la vitalité de l'Église. Mais ne faisons pas fausse route! Ces saints, puissants réformateurs, ne se considéraient jamais comme saints! Au contraire, ils eurent tous comme caractéristique commune la subordination complète à l'autorité de l'Église, — et non seulement à celle du Souverain Pontife, mais de quiconque, dans l'Église, et même dans la société civile, détenait l'autorité légitime.

C'est pourquoi ils diffèrent radicalement d'autres « chrétiens radicaux » qui, parfois, se disent saints, mais dont la première préoccupation est de lutter contre l'autorité hiérarchique, ou de se plaindre des faiblesses du clergé. L'Église, telle qu'elle est, n'est pas tout à fait assez sainte pour eux. Nous avons eu, dans la première période de l'histoire de l'Église, les donatistes africains qui s'appelaient des « saints »; plus tard, ce furent les bogomiles, « aimés de Dieu »; ensuite les cathares, ou « purs », les hussites, les vaudois et les protestants qui qualifiaient Rome de « Babylone ».

Parmi les radicaux modernes, on peut noter les tendances suivantes:

1^o Méfiance vis-à-vis des évêques et même du Saint-Siège. Les évêques, disent-ils, cèdent trop aisément aux pressions des

gouvernements de leurs pays, et le Pape lui-même est influencé par le voisinage du fascisme italien. Ils diront assurément que l'opinion du Saint Père mérite la considération la plus attentive, mais qu'en dernière analyse, c'est à eux-mêmes qu'il appartient de prononcer l'ultime sentence. Ils condamneront très sévèrement les faiblesses humaines qu'ils noteront ou croiront noter dans le clergé, et les feront ressortir davantage en les opposant à un vague idéal de pauvreté évangélique. Ils ne se rendent pas compte que cette distinction entre hiérarchie et fidèles, entre les masses et le clergé, n'est guère qu'une application des tactiques de « front unique », et tend à diviser l'unité vivante de la chrétienté. En d'autres termes, ils croient volontiers qu'ils sont eux-mêmes l'Église enseignante, et que le clergé n'a rien de mieux à faire que de les approuver, tomber en admiration devant eux, les canoniser et ne jamais les critiquer, car, disent-ils, si on les critique, c'est qu'on ne les comprend pas.

2° Pour justifier cette attitude, ils découpent dans le Nouveau Testament les passages où il est question de liberté humaine. De là ils concluent que cette liberté ne se trouve que sous un régime politique de démocratie, et que là où cette démocratie politique n'existe pas, l'Église est persécutée ou asservie. Ils préfèrent voir l'Église persécutée, plutôt que libre dans un pays non démocratique; car, disent-ils, elle est alors esclave. Ils s'en prendront à tous les régimes autoritaires, quels qu'ils soient, et les accuseront de « fascisme ». Leur violence « antifasciste » est, d'ordinaire, mêlée à une très grande sympathie vis-à-vis des communistes ou de quiconque a maille à partir avec les autorités civiles. La sympathie pour ces « malheureux », ces « opprimés », n'est égale qu'à l'antipathie qu'on éprouve pour la police. Quand ils discutent ce qui se passe en d'autres pays (et, en général, les « radicaux » de toute nuance ont des opinions très arrêtées, en même temps que fort subjectives, sur *omni re scibili*), il y a coïncidence objective entre leur point de vue et celui des communistes. Leur amour de la liberté n'est pas plus passionné que leur intolérance vis-à-vis de quiconque ne pense pas ou n'agit pas comme eux.

L'attitude des radicaux « autoritaires » est matériellement diverse, mais formellement identique. Ils découpent dans le Nouveau Testament les passages où il est dit que l'Église « n'est pas de ce monde » et qu'elle doit « rendre à César ce qui est à

César »; de là, ils tirent la conclusion que cette vraie spiritualité de l'Église n'existe pas où ce régime autoritaire n'est pas établi et qu'elle fait de la « politique ». Ils préfèrent voir restreindre le champ d'action de l'Église plutôt que de la voir souillée par des collusions avec les « Juifs », les « franc-maçons », ou un « parti politique » déterminé. Ils s'en prendront à tous les régimes démocratiques quels qu'ils soient et les accuseront de « judaïsme » et de « communisme ». Leur violence « anticommuniste » leur fait passer l'éponge sur la réelle persécution qui peut exister dans certains pays « autoritaires ».

3° Les chrétiens radicaux aiment faire ce qu'ils appellent de « courageux examens de conscience » et proclamer « devant le monde entier » que l'Église a manqué à son devoir. Malgré leur petit nombre, ils vont changer tout cela. Ils emploieront volontiers l'expression « d'hypocrisie » et de « pharisaïsme » pour désigner les catholiques qui ne pratiquent pas leur religion « intégralement », même s'ils vont à la messe le dimanche, fréquentent les sacrements, et s'efforcent humblement d'obéir à l'autorité hiérarchique.

4° Enfin, les chrétiens communistes voudraient transformer l'Évangile en un « code révolutionnaire » contre les riches; ils laissent de côté les passages où l'on rappelle qu'il faut rendre à César ce qui est à César et qu'il faut pratiquer les vertus de patience et d'obéissance.

Tout ce que nous venons d'écrire peut être résumé ainsi: le radical veut introduire ses réformes en changeant d'abord la forme de la société. L'Église change la société en changeant d'abord les individus qui la composent. Le radical manie la pioche du démolisseur; l'Église est un levain qui transforme lentement la masse. Le radical croit que tous les hommes sont semblables et que, s'ils sont mauvais, ils ne sont que les victimes des circonstances. Au fond, — il le niera peut-être, — il ne reconnaît pas la liberté humaine, et il n'admet pas que l'homme peut, de par sa propre responsabilité, être bon ou méchant, héroïque ou médiocre. En conséquence, il ne s'attaque pas aux racines des abus qui pullulent dans la société moderne, mais à leurs effets. L'Église, par contre, va directement à la racine même des choses, quand elle reconnaît que les hommes peuvent librement agir bien ou mal. Elle s'efforce de les instruire, de les former, de les améliorer, de les transformer. Le

ferment, dans une énorme masse comme le monde, n'agit pas du jour au lendemain, surtout quand son action est empêchée par une multitude de facteurs, mais il agit, et, si on n'arrête pas trop son action, il rend le monde meilleur. Le radical n'a pas intérêt directement à améliorer le monde; il veut d'abord gouverner, et améliorer ensuite. L'Église reconnaît volontiers l'autorité des autres, dans les domaines qui ne sont pas le sien; le radical est totalitaire et détruit toute influence qu'il rencontre.

Nous savons à quoi nous devons nous attendre. Jésus l'a dit: « Dans le monde, vous aurez des tribulations, mais ayez confiance, j'ai vaincu le monde. » Et la meilleure manière de nous préparer à ces tribulations et à cette victoire, c'est de donner toute notre loyauté à ceux qui ont été placés par le Christ pour nous guider à travers la tempête: nos prêtres, nos évêques, le Pape.

II. — Radicalisme et monde ouvrier

Il y eut un temps où toute activité sociale parmi les ouvriers était qualifiée de radicalisme. L'ouvrier était censé remplir les ordres qu'on lui donnait, et recevoir la paie que son patron jugeait bon de lui accorder. Tout effort d'organiser les ouvriers, afin qu'ils puissent faire des contrats collectifs avec leurs patrons, était considéré comme une violation du droit patronal. Le président du Reading and Pennsylvania Railroad, qui, à cette époque, contrôlait environ 70 pour cent de la production d'antracite aux États-Unis, déclara en 1902 :

« Les droits et les intérêts de l'ouvrier seront protégés et réglés, non par des agitateurs ouvriers, mais par les chrétiens à qui Dieu, dans sa Sagesse infinie, a donné le contrôle des intérêts économiques (*property interests*) de ce pays. Priez avec ferveur pour que la justice triomphe, et souvenez-vous toujours que le Tout-Puissant règne encore, et que son règne est un règne de loi et d'ordre, non de violence et de crime. » (Herbert Harris, *American Labor*, p. 127.)

Un langage semblable a été tenu presque dans tous les pays. L'ouvrier français, né malin, tourna en ridicule le « droit divin des patrons » qui regardaient leur succès matériel, obtenu parfois par des moyens douteux, comme un coup de tampon donné par la Providence à leur conduite. En 1937, Pie XI remarquait encore :

« Et que faut-il penser de l'action des employeurs catholiques qui, dans une localité, ont réussi à empêcher que Notre encyclique *Quadragesimo anno* ne soit lue en chaire dans les églises où ils exerçaient de l'influence ? — ou de ces industriels qui, jusqu'aujourd'hui, se sont montrés hostiles à un mouvement ouvrier que nous avons recommandé Nous-même ? N'est-il pas déplorable que le droit de propriété privée, reconnu par l'Église, serve souvent d'arme pour frauder l'ouvrier de son juste salaire et de ses droits sociaux ? » (*Divini Redemptoris*, 50.)

Les choses ont changé depuis lors, et, à part quelques nouveaux riches qui veulent à tout prix se croire différents du

reste des hommes, il existe peu de patrons qui tiennent le langage de M. Baer, ou qui disent: « Que le Pape s'occupe de son Église, et qu'il laisse l'industrie tranquille; s'il dirigeait une usine, il tiendrait un autre langage. » Si nous laissons de côté ces « nouveaux riches », ces « nouveaux gentilshommes » qui se croient élus par Dieu pour déterminer les droits des ouvriers qu'ils emploient, on peut dire que les esprits éclairés reconnaissent qu'une bonne organisation ouvrière et syndicale est un puissant facteur d'ordre là où elle a pu s'établir. Il y a quelques années, le P. Leo O'Hea, président du Collège Catholique Ouvrier d'Oxford, m'en fournit une excellente illustration. Alors que je l'interrogeais sur la pénétration communiste en Angleterre, il me répondit que le mouvement travailliste était, en général, sain et modéré, mais qu'on n'en pouvait dire autant d'un grand nombre de petits bourgeois ou d'intellectuels. Ceci fut confirmé quelques années plus tard, quand le mouvement travailliste lutta avec la dernière énergie contre le communisme, alors que le Left Book Club, l'organisation littéraire marxiste championnée par le libraire Victor Gollancz, se répandait non seulement dans les îles Britanniques, mais dans tout l'Empire.

Revenant au Nouveau Monde, on a souvent observé que la rapacité de certains patrons, pour avoir des ouvriers à bon marché, a causé les plus graves désordres. Il est inutile de rappeler comment les esclaves noirs furent introduits aux États-Unis, dans le but de peupler les champs de coton de travailleurs non salariés. Plus tard, on fit venir d'Europe de grandes quantités d'immigrants, qu'on préféra, car ils étaient moins exigeants, aux travailleurs américains. Dans la Californie du Sud, le Nouveau Mexique, l'Arizona et d'autres États, les ouvriers mexicains ont été introduits en masse, et, en conséquence, les ouvriers américains restèrent sans travail. Il y a dix ans, la côte du Pacifique fut inondée d'ouvriers importés des îles Philippines. On leur avait fait signer des contrats pour cinq ans, et les patrons et entremetteurs se souciaient fort peu des problèmes sociaux qui en résulteraient.

Jadis, quand la petite industrie était plus répandue qu'aujourd'hui et que, par conséquent, les rapports entre patrons et ouvriers étaient plus intimes, il n'était pas nécessaire de préciser les conditions de travail avec la même rigueur qu'au-

jourd'hui. En cas de difficulté, le patron et l'ouvrier cherchaient et trouvaient ensemble la solution désirée. Quand l'industrie s'élargit, les patrons perdirent le contact avec leurs ouvriers. Ils nommèrent des *managers*, responsables devant les actionnaires, dont la tâche était de grossir les dividendes. Ceci se faisait naturellement aux dépens des ouvriers. Si ceux-ci étaient mécontents, ils pouvaient « aller ailleurs »; on les remplaçait par d'autres. Il se forma, pour le personnel de ces vastes entreprises, de larges agglomérations urbaines, et la cohabitation de ces milliers d'hommes et de femmes, souvent, dans des taudis, n'aida pas la paix sociale. Le grief d'un individu faisait le tour de la population, comme il advient toujours quand les hommes vivent ensemble. Avez-vous jamais entendu un groupe de soldats, — ou même de collégiens, — se déclarer contents de la nourriture qu'ils recevaient? Ces plaintes collectives devenaient des malédictions quand les ouvriers comparaient la misère de leurs taudis avec le luxe insensé qu'affichaient leurs patrons. Le mécontentement conduit à la résistance passive, puis, au sabotage.

L'organisation ouvrière est indispensable, non seulement pour arracher des conditions décentes à l'égoïsme des patrons, mais plus encore pour éduquer les ouvriers eux-mêmes à comprendre leurs propres responsabilités vis-à-vis de leur travail. Plus d'un syndicat a déjà obtenu des résultats remarquables dans ce domaine. Mais, divers sont les syndicats, comme il y a, d'ailleurs, une multitude de doctrines syndicales.

Presque dans tous les pays, le mouvement ouvrier fut, à ses origines une protestation contre l'exploitation des ouvriers par leurs patrons; il était, par conséquent, une organisation du *prolétariat*. Bientôt, cependant, les organisations ouvrières groupèrent surtout les ouvriers plus habiles, ou qualifiés, le *skilled labor*. Tel fut le cas en Allemagne et en Autriche, et plus encore aux États-Unis, quand se développa l'*American Federation of Labor*. Ces ouvriers ne sont plus des prolétaires. Le P. Muckermann les appelait la petite noblesse du travail, dont les intérêts parfois s'accordent, parfois s'éloignent de ceux des gros barons, des capitalistes. Ces ouvriers ont étudié, ou passé plusieurs années dans un sévère apprentissage; leur métier est leur petit capital; ils aiment faire du beau travail, et exigent le bon salaire qu'ils estiment mériter; surtout, ils veulent

une position stable, sinon, ils risqueraient de retourner au rang de manœuvres. Ils se distinguent habituellement par leur réalisme, leur bon sens, qui est un puissant élément de sain conservatisme; ils font la sourde oreille aux harangues des radicaux, qu'ils considèrent volontiers comme des hommes qui n'ont pas réussi à faire leur chemin dans le monde ouvrier et qui, par conséquent, sont aigris. Ils n'en veulent pas nécessairement au système capitaliste lui-même, quoique beaucoup d'entre eux soient quelque peu socialistes, mais c'est un socialisme bénin, qui s'affirme surtout en période électorale; ils savent qu'un capitaliste n'est pas nécessairement insensible à un argument bien présenté; ils ont une confiance plus limitée dans le contrôle de la production par le gouvernement, et, surtout, ils ne veulent pas que des agitateurs radicaux viennent diriger leurs syndicats. Ces leaders syndicalistes, un Green ou un Walter Citrine, ont été les ennemis les plus acharnés du communisme.

Il va sans dire que ces syndicats ne sont pas entièrement fermés aux radicaux, lesquels s'infiltrent, à l'occasion, jusque dans l'aristocratie, mais, en général, le syndicat d'ouvriers qualifiés est conservateur. Nous n'avons certes pas l'intention de canoniser les chefs de ces syndicats, qui, parfois, manquent gravement à leurs devoirs, et sont en conséquence poursuivis en justice pour extorsions ou conduite malhonnête.

D'autres chefs ouvriers ont essayé d'organiser les manœuvres. Cette tâche est beaucoup plus difficile, car, au moins dans les circonstances actuelles, il y a moins de positions que de candidats pour chacune d'elles. Un patron peut donc aisément dire à ses manœuvres: « Prenez ce qu'on vous donne ou allez-vous-en; je vous ai engagés de préférence à beaucoup d'autres; je pourrais aisément trouver dix hommes qui prendraient votre place. Ne soyez donc pas ingrats; si vous partez, vous ne retrouverez pas votre place. Filez, et mourez de faim, si vous voulez, et ne venez pas me demander l'aumône, car « celui qui ne travaille pas ne doit pas manger ». L'ouvrier, surtout s'il est père de famille (et les ouvriers *ont* des enfants), acceptera probablement ce contrat de misère. Le patron oublie que devant Dieu et devant la loi il est obligé de payer le salaire minimum et que, s'il profite de la situation précaire de l'ouvrier, il commet le crime abominable d'opprimer celui qui est

sans défense. L'ouvrier comprend parfaitement qu'il n'est pas traité en homme, mais en marchandise. Au premier espoir de succès, — et ces espoirs sont aisément enflammés par l'agitateur radical, — il partira en guerre contre son patron, avec l'amertume et le ressentiment que des années d'oppression injuste auront accumulé. Dira-t-on que cet ouvrier est un « radical » ? Peut-être, s'il emploie des moyens injustes car deux injustices ne constituent pas un droit, et la fin ne justifie pas les moyens; mais son attitude générale est correcte. Il veut un peu d'ordre, un peu de stabilité et d'honnêteté dans ses rapports avec le patron. Dans *Quadragesimo anno*, Pie XI déclara :

« La passion démesurée de dominer a succédé au désir de s'enrichir; toute la vie économique est devenue dure, cruelle, implacable à un affreux degré. De plus, à tout cela viennent s'ajouter les graves dommages qui résultent d'une fâcheuse confusion entre les fonctions et devoirs d'ordre politique et ceux d'ordre économique: telle, pour n'en citer qu'un d'une extrême importance, la déchéance du pouvoir: lui qui devrait gouverner de haut, comme souverain et suprême arbitre, en toute impartialité et dans le seul intérêt du bien commun et de la justice, il est devenu le docile instrument de toutes les passions et de toutes les ambitions de l'intérêt. »

Ces paroles datent de 1931. Depuis lors, dans beaucoup de pays, l'encyclique *Quadragesimo anno* a fait l'objet d'études sérieuses de la part des ouvriers, des patrons et des hommes d'État. La condition des ouvriers, en maint endroit, s'est améliorée. Les vastes réformes tentées depuis lors n'ont pas eu toutes les mêmes résultats heureux, mais, dans l'ensemble, les ouvriers savent que leur situation s'est améliorée, et ils en sont reconnaissants à Pie XI. Mais le travailleur non qualifié, le manoeuvre, sait bien qu'il n'a pas encore gagné la bataille. Des *leaders* radicaux lui ont causé des torts affreux. C'est de cette direction radicale que nous traiterons dans le reste de cette étude.

Jusqu'ici, nous avons décrit le syndicat comme un groupe d'ouvriers qui se sont unis afin de faire des contrats collectifs avec les patrons. L'agitateur radical, marxiste ou anarchiste, ne s'intéresse pas aux réformes à introduire dans une indus-

trie donnée, quoique à l'occasion il se dépense pour obtenir un contrat collectif. Il veut supprimer la classe des patrons, afin d'établir une société dans laquelle les moyens de production et de distribution seront la propriété de toute la collectivité.

Nous laisserons de côté les anarchistes, dont l'influence se fait à peine remarquer. Les I. W. W., qui, sous bien des rapports, se rattachent à la tradition anarchiste, semblent avoir perdu du terrain depuis vingt ans. Il n'en est pas de même du marxisme.

Il y a deux sortes de marxistes (je ne parle pas des innombrables petites variétés qui pullulent à la suite de différences personnelles entre les chefs de groupe); les *réformistes*, ou socialistes, ou menchéviks, qui sont prêts à remettre à plus tard la réalisation de leur rêve collectiviste, et qui, dans l'intervalle, font des contrats collectifs, constituent des partis politiques, prennent leur part des responsabilités du gouvernement, comme les autres groupes politiques ou économiques de leurs pays. Ils s'efforcent, par ces moyens légaux, d'améliorer le sort des ouvriers. Ils aiment fonder des coopératives, des caisses populaires, des sociétés de secours mutuel, — en un mot, tout ce qui peut aider l'ouvrier à s'émanciper du patron. Ce socialisme s'est beaucoup développé dans les pays scandinaves. Nous pouvons désormais le laisser de côté. Dans l'Amérique du Nord (à l'exception du Mexique), le socialisme d'Eugène Debs ou de Norman Thomas s'intéresse davantage à réformer l'univers et au pacifisme intégral qu'aux luttes ouvrières.

Le *révolutionnaire*, ou communiste, ou bolchévique, — ces trois mots signifient exactement la même chose, — exclut toute coopération avec la bourgeoisie, sauf dans les « fronts », uniques ou populaires, qu'il prétend contrôler. C'est là ce qui le distingue du socialiste. Pour avoir oublié ce fait fondamental, beaucoup de personnes, auxquelles l'idéologie communiste n'est pas familière, ont pris un « front unique » ou un « front populaire » pour un mouvement « démocratique ». Le communiste ne veut pas une amélioration lente et graduée des conditions ouvrières, car une réforme bien menée écarte le danger de révolution. Il crie au *réformisme*, et c'est là, pour un révolutionnaire authentique, quelque chose de presque aussi abominable que le « fascisme ». Par conséquent, il met tous ses

efforts à promouvoir, non le mouvement ouvrier, mais la guerre civile, afin de la transformer en une insurrection victorieuse du « prolétariat », pour établir la dictature du « prolétariat », ou, plus exactement, du parti communiste. Les capitalistes, petits et grands, qu'ils soient propriétaires d'usines ou petits kulaks avec une vache pour fortune, seront écartés suivant les méthodes approuvées par Moscou ou Barcelone. Pour un dirigeant syndicaliste ordinaire, une grève est victorieuse quand le patron donne l'augmentation requise, ou abrège la journée de travail sans diminuer le salaire, ou reprend un ouvrier injustement éloigné, etc. Tout cela est d'intérêt secondaire pour le communiste. Pour lui, une grève est un succès si elle a été suivie d'un enrôlement notable dans le parti communiste, si elle affaiblit les patrons, surtout, si elle a été sanglante et marquée d'interventions policières. C'est pourquoi, quand les fonctionnaires de l'Internationale envoient leurs rapports sur les grèves, ils ne perdent pas leur temps à décrire les avantages matériels qu'en ont retirés les ouvriers. D'une masse de citations possibles, je choisis celle-ci. C'est le secrétaire du Parti communiste d'Espagne qui, en 1933, fait le tableau des grèves qui ont eu lieu depuis les origines de la République espagnole :

« Il y eut, en 1930, 527 grèves; en 1931 3,643 grèves et conflits entre le capital et le travail; en 1932, 2,400 grèves; en 1933, d'après des données incomplètes, 101 interventions politiques, 72 grèves politico-économiques, et 602 grèves économiques. »

De 1930 à 1933, le nombre des grèves diminue; c'est qu'elles deviennent plus longues et affectent un nombre plus grand d'ouvriers. Il faut noter la distinction entre les grèves « politiques » et les grèves « économiques ». La grève « économique » a pour objet d'améliorer les conditions de travail; la grève « politique » tend à des buts révolutionnaires: l'établissement des soviets, la suppression de la police, le désarmement de l'armée, etc.

Où le communisme est à l'état légal, il est la grande force qui pousse incessamment aux grèves et conflits ouvriers. Ceux-ci sont tellement nombreux qu'on ne peut même pas en dresser un sommaire. L'épidémie des grèves avec occupation d'usines, qui, de France, se propagea dans l'univers, fut, tout au moins

dans son origine et son premier développement, une initiative communiste. Elle avait pour but de désorganiser la production.

Les résultats positifs obtenus par ces grèves ont été presque nuls. Les grèves multiples que les communistes organisèrent en Allemagne, Autriche, Italie, Espagne, France, Angleterre, etc., n'ont pas amélioré la condition des ouvriers. Même les avantages partiels obtenus grâce à l'attitude raisonnable des travailleurs authentiques qui, souvent, avaient des griefs légitimes contre leurs patrons, furent presque anéantis par la violente intransigeance des communistes. Aussi, la plupart des organisations ouvrières de quelque importance ne veulent pas permettre aux communistes d'être élus aux fonctions d'administration dans leurs syndicats. Tel est le cas pour les Trade-Unions anglaises, le Parti travailliste australien, l'American Federation of Labor, le Parti Ouvrier belge, les socialistes scandinaves, etc., qui sont très hostiles au communisme. Il est vrai qu'il faut une solide formation intellectuelle pour résister à la propagande communiste qui sait admirablement exploiter tous les mécontentements, et jouer sur les passions des ouvriers, — surtout des manœuvres et des chômeurs.

Mais si l'agitation communiste n'a guère amélioré le sort des ouvriers, elle a provoqué, durant les vingt dernières années, d'innombrables révolutions. Voici un sommaire des plus sanglantes. Nous prenons notre information (sauf pour une d'entre elles) exclusivement de sources communistes.

Le premier Congrès de l'Internationale communiste, celui où fut fondée la III^e Internationale, venait à peine de clore ses travaux (2-6 mars 1919) quand la première révolution communiste en dehors de l'U. R. S. S. éclata en *Hongrie* (21 mars). Béla Kun prit alors le pouvoir et le détint, grâce à de sanglantes méthodes de répression, jusqu'au 1^{er} août de la même année. Le 14 avril 1919, elle éclatait en *Bavière* où elle dura seize jours avant d'être noyée dans le sang. Il y eut alors diverses tentatives d'insurrection en *Allemagne*. Le 21 juin 1919, quelques énergumènes proclamèrent une République soviétique en *Slovaquie*. En 1919, dans plusieurs localités d'*Italie*, furent proclamés les soviets et il y eut aussi quelques insurrections armées. Le 31 juillet 1920, une insurrection éclata en *Perse* dans la ville de Gillian et dura quelques jours. Du

12 au 27 septembre 1923, les communistes dirigèrent une insurrection sanglante en *Bulgarie*; le mois suivant, le communiste allemand Thälmann se mettait à la tête des ouvriers armés à Hambourg, en *Allemagne*. Le mois suivant, grève et insurrection à Cracovie, en *Pologne*. En août 1924, les communistes de *Bessarabie* (Roumanie) prenaient les armes à leur tour et proclamaient le gouvernement soviétique. En novembre 1924, les communistes *esthoniens* causèrent tant de dégâts que cent quarante-neuf d'entre eux furent condamnés à Reval. Ce procès fut suivi, le mois suivant, par une insurrection dans cette même ville. L'année suivante, au mois d'avril, ce fut l'insurrection des *Marocains* du Rif, et l'Internationale communiste fit cause commune avec eux. A cette époque, la *Chine* était déjà en plein désordre. Une série ininterrompue d'insurrections, de brigandages et de révoltes armées devait se succéder jusqu'à une guerre civile en règle au cours de laquelle des millions de Chinois devaient laisser leur vie avant que Chiang Kai-shek n'arrivât à écraser les communistes. L'année suivante, le 13 novembre, les chroniqueurs du Komintern annonçaient une insurrection à *Java*, suivie, en janvier 1927, d'une autre à *Sumatra*. En juillet 1927, grève générale et insurrection armée en *Autriche*. Lors de l'exécution de Sacco et de Vanzetti, aux *États-Unis*, il y eut des démonstrations et des scènes de vandalisme organisées par les communistes du *monde entier*. L'année 1928, en dehors de *Chine*, semble avoir été relativement paisible. Les grands chefs étaient d'ailleurs tous réunis à Moscou pour le sixième Congrès du Komintern, où Staline engagea la lutte contre Bukharin et ses amis. 1929 vit de nombreuses échauffourées en *Allemagne*; il y eut également, le 5 août, une révolte ouvrière en *Roumanie*, et une insurrection des bédouins en *Palestine* (23-28 août). Le 30 janvier 1930, les communistes de Hambourg, en *Allemagne* firent une « marche de la faim » et luttèrent derrière les barricades qu'ils avaient établies dans les rues de la ville. Le mois suivant, c'était l'insurrection de Yen-Bay, en *Indochine*, qui faillit avoir les plus graves conséquences pour la colonie française. Cette année 1930, marquée en U. R. S. S. par la « liquidation » des kulaks et la collectivisation des terres, fut particulièrement sanglante en *Chine*. Il y eut aussi des soulèvements aux *Indes* (Peshawar, avril 1930) en *Ukraine carpa-*

thique (26 septembre), et en *Espagne* (soulèvement de Jaca, 12 décembre).

Les chroniqueurs du Kremlin purent se réjouir, en 1931, du renversement de la monarchie espagnole (14 avril), suivie, à un mois de distance, des premiers incendies d'églises dans toute l'*Espagne*. Depuis lors, l'*Espagne* devait être périodiquement ensanglantée par des combats de rue, d'abord, puis par la révolte des Asturies; enfin, par la grande guerre civile qui finit à Pâques 1939. En juillet 1931, soulèvement au *Chili*, suivi, deux mois après, d'une insurrection dans la marine de guerre.

En janvier 1932, après avoir été longuement préparée par de nombreux actes de violence, la révolution communiste éclata à *El Salvador*, une petite république d'Amérique centrale; elle fut suivie d'une terrible répression; on calcule à environ douze mille le nombre des morts. Il y eut toute l'année des luttes en *Espagne*, depuis le soulèvement dans la vallée du Llobregat, en janvier 1932, jusqu'aux grandes grèves de fin d'année. En juin, des soviets furent organisés au *Chili* dans les villes suivantes: Santiago, Valparaiso, San Antonio et ailleurs. Les violentes grèves qui tinrent tout le Borinage (*Belgique*) dans un état d'effervescence, de juillet à septembre, furent accompagnées de violences. En novembre, toujours d'après le Komintern, il y eut des soulèvements de paysans à Burma, au Cachemire et dans le Bengale (*Indes*).

En janvier 1933, l'*Allemagne* fut le théâtre de luttes intenses jusqu'au jour où Hitler supprima (mars) le parti communiste. Dans les *Indes hollandaises*, notons la mutinerie qui éclata sur le navire *Zeven Provinciën* du 5 au 10 janvier. Cet épisode romantique détourna l'attention des barricades qui, nous disent les communistes, furent élevées dans les rues de Bucarest, Cluj et Jassy, en Roumanie (15-16 janvier). Le 30 mars, une grève violente mit aux prises grévistes et policiers à Lodz, en Pologne, et il y eut des victimes. Le 5 septembre, graves désordres au *Cuba*.

Du 9 au 17 février 1934, insurrection à Vienne (*Autriche*). Lutte dans les quartiers ouvriers, suppression des partis communiste et socialiste. Le sang coule à Paris (*France*), à l'occasion du 6 février. En septembre, guerre civile dans les

Asturies (*Espagne*), accompagnée de nombreux assassinats et suivie d'une répression qui fit, à son tour, de nombreuses victimes.

La révolution la plus marquante de 1935 est celle qui ensanglanta les villes de Natal, Macahyba, Olinda et Rio de Janeiro (*Brésil*), au mois de novembre. Cette année fut surtout marquée par une grande agitation en faveur du front commun. L'année suivante, 1936, fut particulièrement tragique en *Espagne*. Après le triomphe du « front populaire », en février 1936, une vague de feu et de sang déborda sur tout le pays. En juillet commença la guerre civile d'Espagne qui aura compté assurément plus d'un million de victimes.

Notre liste n'est pas complète. Au début, les insurrections communistes étaient plus fréquentes, mais moins violentes; plus tard, elles devinrent moins nombreuses mais plus terribles. C'est que, dans beaucoup de pays, le communisme devint criminel et illégal. Au début de la grande guerre de 1939, le communiste avait été mis hors la loi dans les pays baltes, en Finlande, en Pologne, en Allemagne, en Autriche, en Tchécoslovaquie (après l'occupation allemande), en Hongrie, en Roumanie, en Grèce, en Turquie, en Yougoslavie, en Italie, dans plusieurs cantons de Suisse, en Portugal, en Espagne, en Palestine, en Égypte, dans l'Inde britannique, dans l'Indonésie hollandaise, dans les îles Philippines, au Brésil, au Venezuela, à San Salvador, au Pérou, à Guatemala, à Costa Rica, et dans la province de Québec. Depuis le début de la guerre, le communisme devint illégal en France et dans le reste du Canada.

Cela veut dire que dans tous ces pays le sang des ouvriers a été versé en vain. Les agitateurs communistes, dans la plupart des cas, eurent le temps de s'enfuir, afin de pouvoir recommencer leur « agitation ouvrière » ailleurs. Il n'est pas exagéré d'évaluer à plusieurs millions le chiffre des morts causés par ce mouvement, surtout si l'on songe aux victimes de Chine et d'Espagne.

En ajoutant les victimes de la guerre civile de Russie, celles des famines qui éclatèrent partout où les communistes purent s'installer, en Russie, en Chine et en Espagne, on peut évaluer le nombre des morts à plusieurs dizaines de millions. Tel serait le résultat tangible de l'effort communiste. De plus, on

se rend compte aujourd'hui que le communisme français, et son acolyte le « front populaire », a désorganisé la France et l'a livrée à l'Allemagne.

Il nous reste à étudier quel sort a été fait aux ouvriers là où une révolution communiste a réussi. Le cas de l'Union soviétique est typique.

La révolution du 25 octobre (7 novembre) 1917 se fit au cri de « Tout le pouvoir aux Soviets ». La Constituante, réclamée par les bolcheviques jusqu'au jour où ils prirent le pouvoir, s'ouvrit le 5 janvier 1918. Les bolcheviques avaient 158 délégués sur 601, — environ 25 pour cent. La Constituante ne siégea pas vingt-quatre heures. Les matelots de garde, ayant décidé que les délibérations avaient suffisamment duré, envoyèrent chez eux les délégués des ouvriers et des paysans.

Les bolcheviques s'emparèrent de tous les leviers de commande. Les syndicats ouvriers furent écartés. Le contrôle politique du pays échut aux « bonzes » (c'est ainsi qu'on les appelait en U. R. S. S.), qui luttèrent entre eux pour savoir qui aurait le plus d'influence. L'organisation de la production et de la distribution fut confiée au « Conseil suprême de l'économie nationale » qui devint tout-puissant quand le président de la Tchéka, Dzerdzinski en devint le président. Les syndicats devenaient une « école du parti ». Les ouvriers étaient censés travailler, se taire, et prendre l'argent qu'on leur donnait en salaire.

Il serait utile d'étudier la question des salaires, de la liberté de choisir son propre travail. Le système stakhanoviste, glorifié à l'étranger comme un exemple de l'enthousiasme soviétique des ouvriers, servit de prétexte à Staline pour « augmenter les normes de production », c'est-à-dire, pour exiger un rendement plus grand. La dernière loi sur le travail en U. R. S. S. parut le 29 décembre 1938. En voici la partie principale:

« Le Conseil des Commissaires du Peuple de l'U. R. S. S., le Comité central du Parti communiste bolchevique pan-soviétique et le Conseil central pan-soviétique des syndicats décrète:

« 1° Obliger l'administration des entreprises et des institutions et les syndicats à entreprendre une lutte décisive contre

tous ceux qui manquent à la discipline du travail, tous ceux qui violent les règlements intérieurs des usines, tous les vagabonds, paresseux, désorganisateur, contre tous ceux qui ne remplissent pas honorablement les obligations de leur office, qu'ils soient ouvriers ou employés.

« La loi exige que tout ouvrier qui s'est absenté pour raison insuffisante soit renvoyé. Cette mesure est dirigée contre les parasites qui ne veulent pas travailler, mais vivent au compte du gouvernement. La loi sur le renvoi de ceux qui s'absentent sans juste raison doit être exécutée implacablement.

« La loi a établi, et la classe ouvrière a approuvé l'institution des huit, sept ou six heures de travail par jour, cet horaire étant réglé d'après le caractère des entreprises et les conditions du travail. La plupart des ouvriers travaillent sept heures. Le gouvernement exige, et la classe ouvrière fait sienne cette exigence, que cet horaire imposé par la loi soit observé sans aucun fléchissement; ainsi, là où la journée est de huit, sept ou six heures, le travail devra se prolonger, suivant la loi, huit, sept ou six heures complètes. Arriver en retard, aller dîner trop tôt, rentrer trop tard du dîner, rester oisif durant le temps du travail, tout cela constitue une violation grossière de la discipline du travail, une violation de la loi, entraîne pour conséquence la désorganisation économique et militaire du pays, et de la prospérité du peuple.

« L'ouvrier ou employé qui arrivera en retard sans raison proportionnée, ou qui ira trop tôt dîner, ou qui reviendra trop tard de dîner, qui sortira de l'entreprise ou du bureau avant l'heure, ou qui sera oisif durant les heures de travail sera soumis à une enquête administrative. Il est passible d'avertissement ou de réprimande, de semonce avec menace de renvoi, de transfert à un échelon inférieur.

« L'ouvrier ou employé qui aura commis trois violations durant un mois, ou quatre durant deux mois est passible de renvoi comme « absent », comme violateur de la loi sur le travail et la discipline ouvrière.

« 2° Pour refus d'exécuter les mesures destinées à renforcer la discipline du travail, ou pour n'avoir pas pris contre les absents, paresseux et désorganisateurs, les mesures prévues par

ce décret et le décret du Comité central exécutif et du Conseil des Commissaires du Peuple du 15 novembre 1932 (sur le renvoi illégitime pour absences), les directeurs d'entreprises, de bureaux, d'ateliers et de sections sont passibles d'être démis de leurs fonctions et poursuivis devant les tribunaux. »

L'ouvrier renvoyé est frappé pour le restant de ses jours. La raison de son renvoi est inscrite sur son livret de travail, qu'il doit exhiber chaque fois qu'il cherche à s'embaucher. Il lui sera difficile, avec ce livret, de trouver du travail; il ne peut passer comme chômeur, puisque légalement, en U. R. S. S., il n'y a pas de chômage, la Constitution ayant déclaré que tout homme avait droit au travail, — à moins que ce droit ne lui ait été ôté! N'étant donc pas chômeur, n'ayant pas de travail, et sans possibilité d'en trouver, il ne reste au malheureux qu'à mourir de faim ou à commettre quelque délit qui le fera expédier à un camp de concentration. Les ouvriers se surveillent constamment, non seulement pour écarter les rivaux et prendre leur place, mais parce que ceux qui ne dénoncent pas leurs camarades délinquants sont éliminés comme contre-révolutionnaires et trotskistes. L'espionnage, la délation remplissent la vie de l'ouvrier soviétique, et les choses seraient encore bien pires si le Russe n'était d'un naturel infiniment patient. C'est pour cela que les ouvriers sont invités à se faire massacrer, sous les ordres de révolutionnaires professionnels et bien gagés.

En conclusion, indiquons quelques principes qui, s'ils n'ont pas le mérite d'être nouveaux, peuvent être néanmoins utilement répétés:

1° Faire entrer les ouvriers dans les syndicats. Les syndicats sont essentiels à la production organisée et à la sécurité de l'ouvrier. L'ouvrier n'entrera pas dans les syndicats à moins qu'il n'en tire une utilité réelle. Donc,

2° veiller à ce qu'il y ait de bons chefs ouvriers. C'est peut-être plus facile quand les syndicats sont petits; quand les officiers des syndicats manient un grand pouvoir, la tâche devient malaisée. Il faut donc que le syndicat puisse contrôler l'activité de ses chefs, afin d'écarter ceux qui nuisent aux syndicats par leur égoïsme ou leur malhonnêteté. Les salaires des officiers de syndicats ne doivent pas être trop élevés. Un chef ouvrier ne peut parler avec sincérité de la misère des

classes ouvrières quand il touche un salaire aussi considérable que le président des États-Unis, ou passe la plupart des mois de l'année dans des stations d'hiver ou d'été, comme plus d'un chef syndical des États-Unis semble en avoir pris l'habitude. Les accusations d'exploitation, de *racketeering*, multipliées ces derniers mois contre certains chefs syndicaux des États-Unis ont causé un tort incalculable au mouvement ouvrier. Mais il ne suffit pas de contrôler l'activité des dirigeants syndicaux, il faut préparer des chefs ouvriers. Donc,

3° organiser des écoles du travail et des cercles d'études. Ces initiatives, lancées à New-York, Philadelphie, Brooklyn, se développent rapidement et quelques-unes de ces écoles ouvrières sont déjà fameuses. Si le mouvement ouvrier canadien vaut quelque chose, c'est grâce aux cercles d'études organisés par les syndicats catholiques. Mais le chef ouvrier ne doit pas être seulement instruit; il faut qu'il soit un homme intègre et loyal. Pour cette formation, le meilleur moyen est encore la retraite fermée annuelle.

4° Les bons syndicats donnent confiance aux patrons. Ils négocieront volontiers avec des personnes qui remplissent fidèlement leurs contrats de travail et donnent une bonne journée pour un bon salaire. S'ils ne comprennent pas, on pourrait peut-être leur faire valoir cet argument.

5° Si la production n'est pas stabilisée, si les patrons ou les ouvriers sont mécontents, il y aura certainement du désordre dans la production, et le gouvernement sera obligé d'intervenir. Ce sera ou bien par un régime autoritaire, comme en Allemagne, ou par des mesures sociales, plus ou moins étudiées, comme sous le *New Deal* ! Mais quand le gouvernement intervient dans la production industrielle, il ne simplifie pas les choses, il les complique. Des sommes énormes sont dépensées pour des enquêtes du gouvernement, de gros salaires sont payés aux fonctionnaires d'État qui se multiplient comme des champignons dans le marécage d'une production stagnante. La politique s'en mêle, la corruption aussi. D'où viendra l'argent ? Il faudra lever de nouveaux impôts. Les patrons se ressaisiront en diminuant à nouveau les salaires ouvriers, et ce sera l'anarchie complète jusqu'au jour où un violent dictateur créera un « ordre » qui ne sera du goût de personne.

Combien plus profitable à tous il serait de montrer moins d'égoïsme et de chercher à s'entendre. Depuis deux ans, les meilleures intelligences de la province de Québec étudient l'ordre corporatif. On publie peu à peu le résultat de ces études et on espère que dans quelque temps le système corporatif sera enfin reconnu au Québec. Si le succès couronne ces efforts, si on parvient à réconcilier le capital et le travail, à leur donner une certaine autonomie vis-à-vis du gouvernement, aussi bien provincial que fédéral, ce sera, croyons-nous, un grand pas en avant dans la direction d'un ordre meilleur.

Imprimi potest :

E. PAPILLON, S. J.

Provincial

8 juillet 1940

Nihil obstat :

Léon BOUVIER, S. J.

Cens. dioc.

9 juillet 1940

Imprimatur :

Georges CHARTIER, P. A.

Vicaire général

15 juillet 1940

L'ORDRE NOUVEAU

Un monde s'écroule, un ordre nouveau s'élabore. Il faut que les catholiques laissent mourir ce qui doit passer et qu'ils aident à créer ce qui mérite de vivre.

(L'épiscopat français)



Hommes publics, chefs d'associations, éducateurs

Voilà le journal qui vous fera connaître la doctrine sociale de l'Eglise et vous aidera à l'intégrer dans nos mœurs et nos lois.

Dirigeants d'œuvres, membres des cercles d'études

Voilà le journal qui vous guidera dans vos travaux et vous aidera à leur donner un caractère à la fois doctrinal et pratique.

L'ORDRE NOUVEAU attache une importance particulière à l'organisation corporative. Il la considère comme le seul moyen, à l'heure actuelle, vraiment apte à réaliser, dans les cadres de notre constitution, la restauration sociale qui s'impose.

Aussi lui accorde-t-il dans chacun de ses numéros une attention spéciale. Il s'efforce de faire bien connaître la nature de la corporation, de montrer ses développements dans les différents pays, d'exposer surtout comment elle pourra s'établir au Canada et d'aider tous ceux qui veulent contribuer à son établissement.

L'ORDRE NOUVEAU est publié par le secrétariat des Semaines sociales et de l'Ecole Sociale Populaire. Il paraît le 5 et le 20 de chaque mois.

Abonnement annuel: \$1.00



RÉDACTION:
1961, rue Rachel Est

ADMINISTRATION:
4260, rue de Bordeaux

MONTREAL

LES OBJECTIFS
de
L'ACTION CATHOLIQUE

par le

R. P. ARCHAMBAULT, S. J.



La diffusion de la pensée chrétienne. - La famille. - L'observance du dimanche. - La tempérance. - Pour une saine littérature. - La presse catholique. - Le cinéma. -
« « Les bonnes moeurs. » »

150 pages - 50 sous; 55 sous franco



École Sociale Populaire

Deacidified using the Bookkeeper process.
Neutralizing agent: Magnesium Oxide
Treatment Date: July 2005

Preservation Technologies
A WORLD LEADER IN PAPER PRESERVATION

111 Thomson Park Drive
Cranberry Township, PA 16066
(724) 779-2111

PUBLICATIONS DE L'E. S. P.

(Suite)

- | | |
|----------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| 160. <i>L'Association professionnelle</i> | Abbé Maxime FORTIN |
| 161. <i>Fédération des Œuvres d'hygiène infantile</i> | XXX |
| 162. <i>La Réforme du calendrier</i> | J.-H. RICHARDSON |
| 163. <i>Les Petites Industries féminines à la campagne</i> | Georges BOUCHARD |
| 165. <i>L'Un ouvrier</i> | Abbé L.-A. LAPORTUNE
Gérard TREMBLAY |
| 166. <i>Les Anciennes Corporations</i> | R. P. STANISLAS, P. S. V. |
| 167. <i>Le Communisme international au Canada</i> | E. S. P. |
| 168. <i>Parents et Maîtres, leur collaboration</i> | Abbé Arthur MAHEUX |
| 169. <i>L'Enseignement agricole d'hiver</i> | Albert RIOUX |
| 170. <i>Le Cinéma</i> | Oscar HAMEL |
| 171. <i>La Crise protestante</i> | R. P. Adélaré DUGRÉ, S.J. |
| 172-173. <i>La Formation technique</i> | R. P. Pierre FONTANEL, S. J. |
| 174. <i>La Gaspésie intérieure</i> | PÉNINSULAIRE |
| 175. <i>Chefs ouvriers catholiques</i> | L.-G. HOGUE |
| 176. <i>La Mission sociale de l'hygiène</i> | Dr J.-A. BAUDOUIN |
| 177. <i>Les Associations ouvrières au Canada</i> | E. S. P. |
| 178. <i>Rotary et Maçonnerie</i> | E. S. P. |
| 179. <i>L'Indissolubilité du mariage</i> | R. P. E. JOMBART, S. J. |
| 180. <i>Le Tourisme source de richesse</i> | Eugène L'HEUREUX |
| 181. <i>La Vaccination antituberculeuse</i> | Dr J.-C. BOURGOIN |
| 182. <i>L'Utilisation des sous-produits de la pêche</i> | Joseph RISI |
| 183-184. <i>La Parotite au Canada français</i> | R. P. Adélaré DUGRÉ, S. J. |
| 185. <i>L'Eglise, nos maux sociaux et l'ouvrier catholique</i> | Abbé J.-Ad. SABOURIN
R. P. SCHELPE, S. J.
R. P. Pierre FONTANEL, S. J. |
| 186. <i>L'Industrie chimique et le Canada</i> | Mme W. RAYMOND |
| 187. <i>Le Travail des jeunes filles</i> | Juge C.-E. DORION |
| 188. <i>Les Communautés religieuses et la Cité</i> | R. P. BONHOMME, O. M. I. |
| 189. <i>Les Œuvres dans la Cité</i> | E. S. P. |
| 190. <i>Le Syndicalisme catholique canadien</i> | Wilfrid GUÉRIN |
| 191. <i>La Semaine sociale de Chicoutimi</i> | PP. ARENDT et MULLER, S. J. |
| 192. <i>L'Eglise et la question syndicale</i> | Sœur ALLAIRE, etc. |
| 193. <i>Nos Orphelins</i> | S. S. PIE XI |
| 194-195. <i>Encyclique sur l'éducation de la jeunesse</i> | S. G. Mgr ROSS |
| 196. <i>L'Enseignement religieux</i> | XXX |
| 197. <i>La Semaine du dimanche</i> | Sœur MARIE HADELIN, etc. |
| 198. <i>Pour nos enfants</i> | XXX |
| 199. <i>La Préférence aux Syndicats catholiques</i> | Abbé A. ROBERT et O. HÉROUX |
| 200. <i>Pour le bon journal</i> | E. MERCIER et G. LADOUCEUR |
| 201. <i>Le Sens catholique</i> | R. P. ARCHAMBAULT, S. J. |
| 202-203. <i>L'Apostolat laïque</i> | Esdras MINVILLE |
| 204-205. <i>Instruction ou Education</i> | E. S. P. |
| 206. <i>En Russie soviétique</i> | E. S. P. |
| 207-208. <i>Manuel antibolchévique</i> | Antonio PERRAULT |
| 209. <i>La Participation des laïques à l'apostolat</i> | S. S. PIE XI |
| 210-211. <i>L'Encyclique « Quadragesimo anno »</i> | R. P. Adélaré DUGRÉ, S. J. |
| 212. <i>Le Mariage chrétien</i> | Léo PELLAND |
| 213. <i>L'Etat et la morale publique</i> | Juge C.-E. DORION |
| 214-215. <i>L'Etat et le mariage</i> | R. P. Albert MULLER, S. J. |
| 216. <i>L'Activité sociale des prêtres de Belgique</i> | E. S. P. |
| 217-218. <i>Cahier anticommuniste</i> | E. S. P. |
| 219. <i>Pour la Colonisation</i> | R. P. Thomas-M. LAMARCHE, O. P. |
| 220. <i>Le Rêve communiste</i> | E. S. P. |
| 221. <i>Pour la Paix</i> | R. P. C. RUTCHÉ, C. S. SP. |
| 222. <i>La Famille</i> | ENTENTE INTERNATIONALE |
| 223-224. <i>Le Plan quinquennal</i> | Abbé Georges-M. BILODEAU |
| 225. <i>La Profession agricole</i> | R. P. BOURNIVAL, S. J. |
| 226. <i>Les Opérations de Bourse et leur moralité</i> | Rde Sr GÉRIN-LAJOIE |
| 227. <i>Le Retour de la mère au foyer</i> | E. S. P. |
| 228. <i>La Place des enfants n'est pas au cinéma</i> | E. POIRIER et W. GUÉRIN |
| 230. <i>L'Action catholique et l'Épargne populaire</i> | E. S. P. |
| 232-233. <i>Pour la Restauration sociale au Canada</i> | Abbé Edouard BEAUDOIN |
| 237. <i>L'Agriculture, base économique d'une nation</i> | Esdras MINVILLE |
| 238. <i>L'Œuvre de la Colonisation</i> | Abbé Philippe PERRIER |
| 241. <i>L'Encyclique « Quadragesimo anno »</i> | Mgr Georges GAUTHIER |
| 242. <i>La Doctrine sociale de l'Eglise et la C. C. F.</i> | Adrien GRATON |
| 243-244-245. <i>Le Mouillage du capital</i> | R. P. Albert MULLER, S. J. |
| 247-248-249. <i>Essais d'organisation corporative</i> | E. JORDAN et Abbé VIOLLET |
| 250. <i>Eugénisme et stérilisation</i> | E. JORDAN et Abbé VIOLLET |

PUBLICATIONS DE L'E. S. P.

(Suite)

251-252. Journées anticommunistes — I.	E. S. P.
253. Journées anticommunistes — II.	E. S. P.
254-255. Le Menace communiste au Canada.	R. P. ARCHAMBAULT, S.J.
256. L'Organisation corporative.	Eugène DUTHOIT
257. Le Chômage de la jeunesse.	E. S. P.
258-259. Déclaration — Thèses — Statuts.	LIGUE DE LA CLASSOCRATIE
260. Le Scoutisme.	R. P. Oscar BÉLANGER, S.J.
261. L'Apôtre laïque.	R. P. Thomas PINTAL, C. SS. R.
262. Le Komintern.	ENTENTE INTERNATIONALE
263. L'Encyclique « Immortale Dei ».	S. S. LÉON XIII
264. Allocations familiales.	Claire HOFFNER
265. Les Relations avec Moscou.	E. S. P.
266. La Crise libératrice.	R. P. Albert MULLER, S.J.
267. Le Syndicalisme catholique au Canada.	R. P. ARCHAMBAULT, S.J.
268. L'Ordre corporatif.	A. MULLER, S.J., et E. DUTHOIT
269-270. Les vingt-cinq ans de l'E. S. P.	EN COLLABORATION
271. Caisse populaires et rédemption sociale.	Cardinal VILLENEUVE
272. Comment établir l'organisation corporative au Canada.	C. VAILLANCOURT et E. POIRIER
273. L'Orientation professionnelle.	Basdras MINVILLE
274-275. Pour le Christ-Roi et contre le communisme.	Abbé Irénée LUSSIER
276. Les Exercices spirituels.	E. S. P.
277. Petit Catéchisme anticommuniste.	R. P. ARCHAMBAULT, S.J.
278. La Vérité sur l'Espagne.	P. Richard ARÈS, S.J.
279. L'Action catholique spécialisée.	Cardinal ISIDRO GOMA TOMAS
280-281. { L'Encyclique « Divini Redemptoris » L'Encyclique « Mit brennender Sorge » }	R. P. Adrien MALO, O. F. M. S. S. PIE XI
282. La Formation sociale dans nos collèges classiques.	Abbé Damien ROBERT
283. Le Vendredi saint de l'Eglise d'Espagne.	Secrétariat des C. M.
284. La Coopération économique.	Abbé Lucien BEAUREGARD Jean-Baptiste CLOUTIER
285. Le Syndicalisme national catholique.	E. S. P.
286. La Malfeasance du capitalisme actuel.	Abbé Georges CÔTÉ
287. L'Action catholique au Canada.	R. P. ARCHAMBAULT, S.J.
288. Le Problème rural.	Nos ÉVÊQUES
289-290. Catechisme de l'organisation corporative.	P. Richard ARÈS, S.J.
291. Lettre encyclique sur la liberté humaine.	S. S. LÉON XIII
292. Jeunesse et politique.	Jean FILJON
293. Pour que vive notre français.	P. Gabriel LA RUE, S.J.
294. L'Action catholique et les religieuses.	R. P. ARCHAMBAULT, S.J.
295. Petit Catéchisme d'éducation syndicale.	P. Richard ARÈS, S.J.
296. L'Industrie dans l'économie du Canada français.	Olivier ASSELIN
297. Pour un Ordre nouveau.	Mgr DESRANLEAU Cardinal VILLENEUVE
298. Mentalité communiste.	Mgr John T. McNICHOLAS
299. Lettre pastorale collective sur la tempérance.	Nos ÉVÊQUES
300. La Nationalisation des entreprises.	Mgr Wilfrid LEBON
301-302. Le Comité paroissial.	R. P. ARCHAMBAULT, S.J.
303. Une enquête sur le communisme à Québec.	Edouard LAURENT
304. Un pays qui a ruralisé son enseignement primaire.	François-Xavier BOUDREAU
305. L'Eglise et les grands problèmes de l'heure présente.	S. Exc. Mgr CARTON DE WIART
306. La Corporation professionnelle.	Maximilien CARON
307. La législation anticommuniste dans le monde.	E. S. P.
308. La Paix.	S. S. PIE XII
309. L'Espagne au sortir de la guerre.	Joseph LEDIT, S.J.
310. Lettre encyclique « Summi Pontificatus ».	S. S. PIE XII
311. Tempérance.	Dr Jean-Charles MILLER
312. Vers un ordre nouveau par l'organisation corporative.	F.-A. ANGERS, L.-M. GOUIN, E. GIBEAU, M. CARON, R. ARÈS, S.J.
313. La Canalisation du Saint-Laurent.	Paul-Henri GUIMONT
314. Notre relèvement économique.	R. P. ARCHAMBAULT, S.J.
315. L'Eglise et l'ordre social.	E. S. P.
316. Notre dimanche chrétien.	S. Exc. Mgr Anas
317. Le Samaritanisme moderne ou Service social.	R. P. Emile BOU
318. Radicalisme moderne.	R. P. Joseph LED

N. B. — Les numéros omis sont épuisés.

(Abonnement: \$1.50 par an)

L'École Sociale Populaire laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses écrits.

BNQ



C 000 093 063

MESSAGER, MONTRÉAL

93063

